



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 08 JUILLET 2024

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 02 juillet 2024, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 08 juillet 2024 à 18h30, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

**PRESENTS** = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Annie COLOMB, Radikah JUMMUN, Sylvie CHARDEYRON, Olivier ROBIN, Nathalie TISSOT, Nathalie ROMANET, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Brigitte CHEMIN, Eric TRINQUET  
Formant la majorité des membres en exercice.

**Absents excusés :**

Jean-Michel LEGRAND

Jean-Henri LAURENT donne pouvoir à Christophe BLANC

Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,

Denis COLLET,

**Absents non excusés :**

Mihrican AVCI,

Umus PERRONE

Bertrand BONNAMOUR

Thomas GIRARD.

Par délibération N°97-2023 en date du 18 décembre 2023 le Conseil Municipal a défini les conditions d'exercice et d'indemnisation des heures complémentaires et supplémentaires dans les différents services.

Lors des scrutins électoraux plusieurs agents municipaux, sont amenés à effectuer des heures supplémentaires (tenue des bureaux de vote, organisation et logistique des scrutins). Les travaux supplémentaires effectués par les agents lors de ces consultations électorales peuvent être compensés de trois manières différentes :

- Soit en récupérant le temps de travail effectué,
- Soit par le paiement d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires pour les agents éligibles aux Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (I.H.T.S.),

Le versement des I.H.T.S. doit être autorisé par une délibération du Conseil Municipal et se fait, pour les agents de catégorie B et les agents de catégorie C, sur les bases réglementaires établies par le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 pour des travaux électoraux qu'ils effectuent dès lors que ceux-ci sont réalisés en dehors de leur durée légale de service.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Il y a donc lieu de compléter la délibération précitée en date du 18 décembre 2023 et de fixer les conditions d'indemnisation des heures supplémentaires effectuées par les agents des services administratifs lors des scrutins électoraux. heures normales de service.

Envoyé en préfecture le 18/07/2024

Reçu en préfecture le 18/07/2024

Publié le

ID : 001-210102695-20240708-202458-DE

Berger  
Levrault

Cela étant exposé, il est demandé au Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE DE SES MEMBRES PRESENTS :

- **INSTAURE** les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (I.H.T.S) pour les fonctionnaires stagiaires et titulaires ainsi que les agents contractuels de droit public, étant amenés à effectuer des heures supplémentaires lors des scrutins électoraux
- **COMPENSE** les heures supplémentaires soit par l'attribution d'un repos compensateur soit par le versement de l'indemnité horaires pour travaux supplémentaires, sur la base d'un état dûment visé de l'autorité territoriale. Le choix entre le repos compensateur ou l'indemnisation est laissé à la libre appréciation de l'autorité territoriale.
- **MAJORE** le temps de récupération dans les mêmes proportions que celles fixées pour la rémunération lorsque l'heure supplémentaire est effectuée de nuit, un dimanche ou un jour férié.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt

en Sous-préfecture de Nantua le

Publication ou affichage le

Jean-Pascal THOMASSET

Maire de Nantua

Le Maire,  
Jean-Pascal THOMASSET

Le Secrétaire de séance,  
Suzy CASSAR

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.